



DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA F3SCT D* DU 6 DÉCEMBRE 2024

La F3SCT D se tient pour la première fois de l'année et ce, dans un contexte politique qui conforte les personnels de l'Éducation Nationale dans un sentiment de manque de reconnaissance de la part de notre ministère, sentiment que nous dénonçons régulièrement en tant que représentants et représentantes du personnel.

Tout d'abord nous ne pouvons que constater une marque de mépris pour la communauté éducative et l'École Publique à travers la nomination d'Anne Genetet comme ministre de l'Éducation Nationale. Cette dernière n'a jamais exercé la moindre fonction au sein de l'Éducation Nationale. Cependant, au vu de sa formation de médecin, on aurait pu s'attendre à ce que la santé des personnels soit au cœur de son projet.

En effet, lorsque la santé des personnels est négligée, c'est toute l'école qui souffre ! Mais aucune annonce n'a été faite sur le sujet et pire encore, lorsque le gouvernement se préoccupe de la santé des fonctionnaires, c'est pour finalement, mieux l'attaquer ! Le ministre démissionnaire de la fonction publique, Guillaume Kasbarian, a désigné les fonctionnaires comme coupables d'être malades, il croyait les punir de trois jours de carence et d'une baisse d'indemnisation du congé maladie.

Passer de un à trois jours de carence, c'est faire payer toujours plus les agent-es malades. C'est s'obstiner dans une mesure idéologique qui a mille fois montré ses limites, plusieurs rapports attestent que cela n'améliore en rien la présence effective des personnels. C'est pousser les agent-es à se rendre au travail malades, au risque de provoquer par la suite un arrêt plus long. C'est placer les agent-es dans une situation financière délicate.

Le ministre démissionnaire de la fonction publique avançait deux pseudos arguments qui relèvent de la désinformation, absentéisme et souci d'équité avec le privé, pour justifier sa réforme.

Les mensonges de Kasbarian contre les agents publics, une nouvelle fois jetés à la vindicte populaire sont inacceptables.

Faut-il rappeler ici que le dernier rapport annuel de la DGAFP soulignait que les absences des agents avaient diminué en 2023, davantage que dans le secteur privé, et que les enseignants comme l'ensemble des agents de la fonction publique d'Etat étaient moins absents que les salariés du privé, malgré une absence totale de suivi médical, au contraire du secteur privé, qui, lui, respecte la loi ?

Nous avons en réalité dans l'éducation, non pas un souci d'absentéisme, mais un profond problème de manque de personnels :

- manque de personnels administratifs, manque de personnels de vie scolaire, manque de médecins et d'infirmier-es,
- manque de personnels enseignants,
- manque d'AESH .

La FSU rappelle qu'elle a des mandats forts pour l'inclusion des élèves mais que cela nécessite des moyens. Trop et de plus en plus de collègues sont en souffrance du fait de cette inclusion au rabais. Les fiches RSST liées à cette problématique sont toujours plus nombreuses années après années.

La FSU tient de nouveau à alerter sur cette problématique ainsi que sur la mise en place sans cesse reportée de la dématérialisation que d'autres départements ont réalisée depuis 2017.

La FSU souligne par ailleurs que ce n'est pas aux personnels d'assumer, via le Pacte, la responsabilité de l'incapacité de nos gouvernant-es à assurer les remplacements. La FSU rappelle qu'il est urgent d'abandonner le Pacte et d'utiliser ces sommes pour des mesures salariales sans contreparties.

Pour enrayer la crise de recrutement, une revalorisation salariale de l'ensemble des personnels est nécessaire. Ce n'est pas le choix de notre gouvernement démissionnaire qui a décidé de geler une fois de plus le point d'indice et même de supprimer la GIPA au moment où l'inflation des dernières années la rendait plus que jamais nécessaire !

Les mesures du « choc des savoirs » ont été massivement contestées par la communauté éducative depuis janvier 2024 et même invalidées par le Conseil d'État pour ce qui concerne les groupes de besoins. Pour autant le ministère démissionnaire entendait poursuivre quoi qu'il en coûte ce projet d'École conservateur et réactionnaire.

Les problèmes identifiés par la FSU se confirment : contraintes d'organisation, sur les emplois du temps, remise en cause de l'identité professionnelle et du cœur de métier pour nos collègues de maths et de français.

Nous continuons à nous opposer aux mesures du Choc des savoirs, version 2024 comme version 2025 et à demander leur abandon.

Il en est de même pour la réforme de la voie professionnelle et l'organisation de l'année de terminale. La nouvelle aberration de cette énième réforme qui fait perdre près de 180 heures d'enseignement aux élèves, qui désorganise les emplois du temps et la fin de l'année, est plus que catastrophique. Les enseignant-es de LP n'en peuvent plus. Rien n'est encore clairement précisé. La méconnaissance des besoins des élèves de LP ainsi que le refus du ministère d'annuler cette réforme sont très mal vécus par les professeur-es.

La FSU demande donc de remettre les examens en fin d'année et de renoncer à cette réforme.

Les services publics sont à l'os et ne tiennent que par la conscience professionnelle des fonctionnaires. Or, une nouvelle cure d'austérité s'annonçait, avec par exemple 4000 suppressions de postes dans l'Éducation, et l'appauvrissement des fonctionnaires. Pour 2025, taxer les milliardaires ou ponctionner les fonctionnaires, le gouvernement avait fait son choix !

Parce que nous sommes fier-es d'être fonctionnaires, professionnels de l'Éducation nationale, nous refusons ces mesures vexatoires et portons nos exigences de ruptures économiques, sociales et environnementales.

L'heure est à la mobilisation, comme l'ont montré les manifestations massives d'hier ! Les taux de grévistes communiqués par le ministère sont inédits depuis le pic de mobilisation contre la réforme des retraites en janvier 2023, et parmi les plus élevés des douze dernières années, et cela dit beaucoup de l'opposition des agents aux attaques menées par le ministre démissionnaire de la fonction publique, en particulier quand cela touche à leur santé.

Il faut maintenant un nouveau gouvernement porteur d'un budget à la hauteur des besoins pour une Education émancipatrice !

**F3SCT D : Formation Spécialisée Santé Sécurité et Conditions de Travail Départementale*